



ADMINISTRATION COMMUNALE
WANZE
26 OCT. 2023

Département opérationnel
Service gestion des risques Bureau prévention
Rue de la mairie, 30
4500 - Huy
085/27.10.03
prevention.hemeco@gmail.com

N°

Monsieur LACROIX Christophe
Bourgmestre

Chaussée de Wavre 39
4520 - WANZE

Objet : PREVENTION INCENDIE - 13246 : Régularisation de 5 logements supplémentaire dans une habitation existante

DESCRIPTIF			
Date réception :	28/09/2023	Date mandat :	22/09/2023
Gestionnaire :	JADOT Christophe	Cadre :	CJA - Avis sur plans
Lieu :	Immeuble de 7 logements sociaux locatifs Rue du Val Notre-Dame, 322 4520 - Wanze (Antheit)	Autorité :	LACROIX Christophe , Bourgmestre Chaussée de Wavre 39 4520 - WANZE ()
Bénéficiaire 1 :	ASBL Collectif Logement - Maison de la Solidarité GOURGUE Flore , Gestionnaires Rue Zénobe Gramme 42 4280 - Hannut (Hannut)	Bénéficiaire 2 :	
Mandataire :	LACROIX Christophe , Bourgmestre Chaussée de Wavre 39 4520 - WANZE ()	Architecte :	PIRON Vincent Rue Albert 1er 36 4280 - Hannut (Hannut)
Ref :	874.1/6872	Ref :	
Ref textuelle :		Ref manuelle :	Dossier : 13246 / Rapport : 013246

Je vous prie de trouver joint à la présente le rapport de prévention établi pour l'objet repris sous rubrique.

Je vous prie de croire en l'expression de mes sentiments de respect.

Le préventionniste,
Responsable Sy GR

Le Capitaine
JADOT Christophe

Le Commandant de Zone,

Le Colonel
BOUQUETTE Stéphane

Vu pour être annexé à l'arrêté d'autorisation
du Collège Communal de Wanze
en date du 05/12/2023

Par le Collège :

Le Directeur général,
Ph. RADOUX

Le Bourgmestre
Ch. LACROIX



IMI0010452000046297





Département opérationnel
Service gestion des risques Bureau
prévention
Rue de la mairie, 30
4500 - Huy
085/27.10.03
prevention.hemeco@gmail.com

PREVENTION INCENDIE

Objet : 13246 : Régularisation de 5 logements supplémentaire dans une habitation existante

DESCRIPTIF			
Date réception :	28/09/2023	Date mandat :	22/09/2023
Gestionnaire :	JADOT Christophe	Cadre :	CJA - Avis sur plans
Lieu :	Immeuble de 7 logements sociaux locatifs Rue du Val Notre-Dame, 322 4520 - Wanze (Antheit)	Autorité :	LACROIX Christophe, Bourgmestre Chaussée de Wavre 39 4520 - WANZE ()
Bénéficiaire 1 :	ASBL Collectif Logement - Maison de la Solidarité GOURGUE Flore, Gestionnaires Rue Zénobe Gramme 42 4280 - Hannut (Hannut)	Bénéficiaire 2 :	
Mandataire :	LACROIX Christophe, Bourgmestre Chaussée de Wavre 39 4520 - WANZE ()	Architecte :	PIRON Vincent Rue Albert 1er 36 4280 - Hannut (Hannut)
Ref :	874.1/6872	Ref :	
Ref textuelle :		Ref manuelle :	Dossier : 13246 / Rapport : 013246

CONCLUSION	
Objectif :	Autorisation urbanistique
Conclusion :	Favorable conditionnel

Monsieur le Bourgmestre,

Le Bureau Prévention de la Zone de Secours HEMECO a contrôlé les plans, dressés par Vincent Piron Architecture Srl, rue Albert 1er, 36 à 4280 Hannut, pour le compte de Collectif Logement - Maison de la Solidarité ASBL, rue Zénobe Gramme, 42 à 4280 Hannut, de l'aménagement repris en objet.

Préambule

Bâtiment existant R+2 de 7 logements.

Législation

Afin d'assurer à ce bâtiment une bonne sécurité relative contre l'incendie et la panique, il y a lieu de se conformer :

- au Règlement Incendie de la Zone de Secours HEMECO (disponible dans votre administration communale),
- à la loi du 04 août 1996 relative au bien-être au travail ainsi qu'à l'ensemble de ses arrêtés (codex),
- à l'Arrêté Royal du 17/06/97 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail,
- à l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 21 octobre 2004 relatif à la présence de détecteurs d'incendie dans les logements,
- aux plans du permis,

et notamment aux mesures suivantes :

1 - Accessibilité

L'immeuble doit être accessible, en permanence, au service d'incendie.

2 - Eléments structurels

Les éléments structurels assurant la stabilité de l'ensemble ou d'une partie du bâtiment tels que colonnes, parois portantes, poutres principales et autres parties essentielles constituant la structure du bâtiment présenteront une stabilité au feu R 60'.

Les parois horizontales (planchers finis) présenteront une résistance au feu REI 60' si elles constituent une paroi de compartimentage.

La toiture présentera une résistance au feu REI 30' ou sera protégée par un élément de construction lui conférant cette Rf.

3 - Compartimentage

Au sein du volume du bâtiment, on distinguera les différents compartiments suivants : chaque logement, la cage d'escalier commune, le sous-sol, l'armoire compteurs électriques.

Les parois de séparation entre ces compartiments (horizontales et verticales) présenteront un degré de résistance au feu (R)EI 60'. Tout accès intérieur à ces compartiments se fera par un bloc-porte présentant un degré de résistance au feu EI₁30.

Les traversées de parois des compartiments par des conduites de fluide, d'électricité et les joints de dilatation ne peuvent altérer le degré de résistance au feu exigé pour ces éléments de construction.

Les passages de câbles et canalisations au droit des parois résistantes au feu seront protégés par un élément présentant la résistance au feu de la paroi traversée. La même attention sera portée au système de ventilation.

Les éventuelles gaines verticales posséderont des parois résistantes au feu EI 60 et des portillons d'accès résistants au feu EI₁60. Soit, ces gaines seront sectionnées à chaque niveau par une paroi horizontale EI 60 et occupant tout l'espace entre les canalisations. Soit les parois de ces gaines peuvent ne présenter qu'un degré de résistance au feu EI 30 et des portillons

d'accès résistants au feu EI₁₃₀ mais seront complétées à chaque niveau par une paroi horizontale EI 30 en matériaux de classe A1 et occupant tout l'espace entre les canalisations.

Tous les éléments et bloc-portes résistants au feu seront installés conformément aux conditions de placement sur base desquelles ils ont obtenu leur classement en matière de résistance au feu et notamment les normes NBN EN 1654-1 et NBN EN 13501-2.

Tous les vantaux des bloc-portes résistants au feu, portillons résistants au feu, etc. seront équipés d'un dispositif de fermeture automatique ou d'un dispositif de fermeture automatique en cas d'incendie. Ce dispositif de fermeture n'est pas demandé pour les vantaux des bloc-portes résistants au feu d'accès aux appartements.

4 - Toiture

L'ensemble de la couverture des toitures présentera les caractéristiques de la classe BROOF (t1) définie dans la décision 2001/671/CE.

5 - Exutoire de fumée

Au sommet de la cage d'escalier intérieure, il sera prévu un exutoire de fumée d'une surface libre aérodynamique d'ouverture minimum d'1 m².

Son dispositif d'ouverture sera pourvu d'une commande manuelle placée au niveau normal d'évacuation. Le boîtier sera de couleur jaune muni de la mention « Exutoire de fumée ». Pour les commandes, le principe de la sécurité positive sera respecté.

D'une manière générale on se conformera aux prescriptions de la norme NBN S21-208-3.

6 - Système d'alarme

Un dispositif d'alarme non équivoque, capable en toutes circonstances d'inviter l'ensemble des occupants à quitter les lieux, sera prévu.

Ce dispositif d'alarme sera déclenché par des commandes qui seront en nombre suffisant, judicieusement réparties, placées en des endroits facilement accessibles en tout temps et clairement repérées sur chaque palier de la cage d'escalier et dans le hall d'entrée.

Les boîtiers de commande de l'alarme seront identifiés clairement par la mention "ALARME" et seront de couleur rouge.

7 - Détection incendie

Tout logement individuel ou collectif est équipé d'au moins :

- un détecteur optique de fumée pour chaque niveau comportant au moins une pièce d'habitation ;

- deux détecteurs optique de fumée pour chaque niveau comportant au moins une pièce d'habitation dont la superficie utile telle que définie par l'article 1er, 19, du Code est supérieure à 80 m²;

Ces appareils sont de type optique de fumée, conformes à la EN 14604 et seront certifiés par le marquage CE ou par un organisme de certification, accrédité par le système belge d'accréditation ou reconnu par ce dernier.

Le sous-sol, et chaque palier de la cage d'escalier commune, seront également protégés par une tête de détection incendie. Celle-ci sera reliée aux sirènes du système d'alarme.

8 - Eclairage de sécurtié

Un éclairage de sécurité, suffisant pour permettre l'évacuation aisée des occupants dès que l'éclairage normal fait défaut, sera installé aux endroits suivants : au-dessus de la porte de sortie dans le hall d'entrée, sur chaque palier de la cage d'escalier.

Pour cet éclairage de sécurité, les normes NBN EN 1838, NBN C71-100 et NBN EN-60-598-2-22 seront d'application.

Cet éclairage de sécurité doit entrer automatiquement et immédiatement en action quand l'éclairage normal fait défaut; il doit pouvoir fonctionner pendant au moins une heure sans interruption.

9 - Signalisation

La signalisation par pictogrammes (sorties, sorties de secours, matériel de lutte contre l'incendie, etc. ...), conforme à l'Arrêté Royal du 17 juin 1997 concernant la signalisation de sécurité et de santé au travail, sera de stricte application. Cette signalisation devra être visible et lisible en toutes circonstances.

Les niveaux seront numérotés. Les chiffres seront placés sur les paliers des cages d'escalier.

La commande de l'ouverture des exutoires sera signalée par les termes "EXUTOIRE DE FUMÉES" réalisée à l'aide de caractères indélébiles et inaltérables dans le temps et sur un fond autre que le rouge.

10 - Extincteurs

Un extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres conformes aux normes de la série NBN EN 3 seront installés sur chaque palier de la cage d'escalier.

Un extincteur à dioxyde de carbone de 5 kg, conforme aux normes de la série NBN EN 3, sera installé devant l'armoire électrique.

Les appareils seront fixés au mur, à + ou - 1 m de hauteur, dans des endroits facilement accessibles en tout temps et, si nécessaire, clairement repérés.

11 - Escaliers

Les escaliers présenteront les caractéristiques suivantes :

1. De même que les paliers, ils ont une stabilité au feu de $\frac{1}{2}$ h ou présentent la même conception de construction qu'une dalle de béton Rf $\frac{1}{2}$ h ;
2. Ils sont pourvus d'au moins une main courante ;
3. Le giron de leurs marches est en tout point égal à 20 cm au moins ;
4. La hauteur de leurs marches ne peut dépasser 18 cm ;
5. Leur pente ne peut dépasser 75 % (angle de pente maximal de 37 °) ;
6. Ils sont du type droit.

Les escaliers de type tournant sont admis s'ils sont à balancement continu et si, outre les exigences citées ci-avant à l'exception du point 3 précité, leurs marches ont un giron minimal de 24 cm sur la ligne de foulée ;

Ligne de foulée : dans les escaliers à noyau, les escaliers tournants et les escaliers à quart ou à demi tournant de plus de 0,75m de large la ligne de foulée se situe à 0,4m minimum et 0,6m maximum du bord intérieur de la zone de la rampe ou du noyau, et à 0,35m minimum des rives extérieures des marches.

12 - Installation électrique

Chaque installation électrique sera conforme au RGIE et sera réceptionnée par un organisme agréé par le Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes Moyennes et Energie.

Un rapport vierge de remarque devra être transmis à notre Service.

13 - Panneaux photovoltaïques

Si cette production d'énergie est utilisée, il y a lieu de respecter ceci :

Pour toute installation d'un système utilisant l'énergie solaire au sein des bâtiments, un système de sécurité permettant la coupure manuelle et automatique des énergies électriques de l'installation doit être prévu. Ce système devra couper la connexion et donc l'addition des tensions entre chacun des modules. Ce système doit être fonctionnel en permanence.

Le dispositif de coupure peut être installé à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments. Dans tous les cas, celui-ci sera signalé par un pictogramme ou par une affiche mentionnant « COUPURE INSTALLATION SOLAIRE » en lettrage de couleur blanche sur fond rouge. Si le dispositif de coupure est placé à l'intérieur du bâtiment, une signalisation extérieure doit être placée à proximité de l'accès le plus proche du dispositif.

14 - Contrôles périodiques

On attirera l'attention de l'exploitant(e) sur sa responsabilité quant à la périodicité des contrôles suivants :

L'installation électrique doit être contrôlée par un organisme agréé par le Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes Moyennes et Energie.

Ce contrôle devra être réalisé ensuite tous les 5 ans et chaque fois que des modifications importantes sont apportées à l'installation.

Les installations d'alerte et/ou alarme doivent être entretenues une fois l'an par le constructeur ou son délégué dûment mandaté.

L'éclairage de sécurité sera vérifié tous les ans par un organisme agréé du Code sur le Bien-Être au Travail et du Règlement Général pour la Protection du Travail.

Le matériel de lutte contre l'incendie sera contrôlé, UNE fois l'an, conformément à la NBN S21-050 par une personne compétente d'une société qualifiée pour la maintenance d'extincteurs portatifs.

Les bloc-portes résistant au feu (Rf) seront contrôlés une fois par an par l'installateur ou un technicien compétent.

Le bon fonctionnement des **exutoires de fumées**, au sommet des cages d'escaliers, sera vérifié une fois l'an sous la responsabilité de l'exploitant.

Les remarques et infractions reprises au rapport délivré par cet organisme devront recevoir une suite adéquate sans délai.

Les dates de ces contrôles périodiques ainsi que les constatations faites lors de ceux-ci seront inscrites dans un **Registre de Sécurité** tenu à la disposition du Bourgmestre ou des Fonctionnaires compétents (Service d'Incendie, Service de la Sécurité et de la Salubrité Publiques, Police Communale, etc...). Toute mention au carnet précité sera signée.

Conclusion

Suite à l'analyse des plans, nous émettons un avis **FAVORABLE CONDITIONNEL**. En effet, la conformité de ce projet ne sera rencontrée que s'il est réalisé moyennant le strict respect des normes en vigueur et des prescriptions reprises dans ce rapport.

Notre service sera tenu au courant de l'évolution du dossier et convoqué pour l'inspection définitive des travaux.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Bourgmestre, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Le préventiviste,
Responsable Sv GR

Le Capitaine
JADOT Christophe

Le Commandant de Zone,

Le Colonel
BOUQUETTE Stéphane

Transmis à :

- Monsieur LACROIX Christophe (Bourgmestre)